

Déplacements en Haïti au prisme d’insécurité et des failles du système : le cas de Port-au-Prince

Enkelejda SULA-RAXHIMI

Affiliation de l’auteurice :

Dr. Enkelejda Sula-Raxhimi, Professeure et chercheure, École d’études de conflits,
Université Saint-Paul, 223 Main, Ottawa, Ontario, Canada K1S 1C4,
esraxhimi@ustpaul.ca

Pour citer cet article :

SULA-RAXHIMI Enkelejda, 2025, « Déplacements en Haïti au prisme d’insécurité et
des failles du système : le cas de Port-au-Prince ? » *dans* Actes des journées d’étude
‘Failles haïtiennes’ du 16 et 17 novembre 2023 à Sciences Po Bordeaux, en ligne [adresse
URL]. DOI : 10.5281/zenodo.14892432

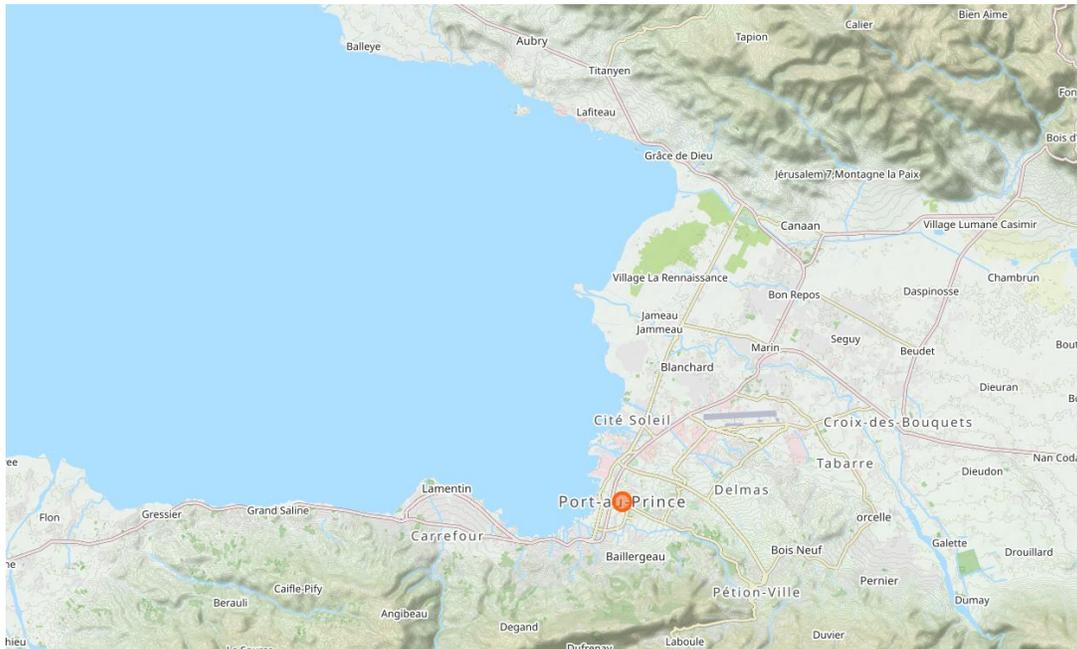


Figure 1. Carte de Port-au-Prince¹, *OpenStreetMap*, 2024, CNIGS.

¹ Carte de Port-au-Prince, incluant Canaan et Cité Soleil; extrait de *OpenStreetMap*, publiée par le Centre national de l’information géospatiale en Haïti (CNIGS), consulté le 26 novembre 2024.
<https://www.openstreetmap.org/relation/307829#map=12/18.6204/-72.3635&layers=C>

Résumé : Cet article examine les tendances et les dynamiques des déplacements en Haïti, la façon dont elles ont été influencées par les multiples formes d'insécurité – sociale, économique, politiques et climatique – et leur impact sur la vie des personnes déplacées et en déplacement. Il s'appuie sur les conditions de violence et d'insécurité qui règnent à Port-au-Prince depuis des années pour analyser les multiples insécurités locales, qui, exacerbées par la vulnérabilité climatique de la région, ont une incidence considérable sur les déplacements et la migration des Haïtiens et Haïtiennes. À travers une enquête ethnographique à Port-au-Prince en 2021 et 2022, cette recherche montre que les défis économiques, les fréquentes crises politiques, les effets dévastateurs des changements climatiques et une vie sociale sous l'emprise de la violence des gangs armés ont entraîné une augmentation des flux migratoires et des déplacements internes des Haïtiens et Haïtiennes qui fuient ce climat d'insécurité qui a particulièrement saisi le pays au cours des dernières années.

Mots clés 5 : Déplacements forcés, migrations, insécurités, violence des gangs, changements climatiques, Haïti

Abstract: This article examines the trends and dynamics of displacement in Haiti, the way they have been influenced by multiple forms of insecurity – social, economic, political and climatic – and their impact on the lives of the displaced and people on-the-move. It draws from the conditions of violence and insecurity that have reigned in Port-au-Prince for years, to analyze the multiple local insecurities, which are exacerbated by the climatic vulnerability of the region and have a considerable impact on the displacements and migration of Haitians. Through ethnographic research conducted in Port-au-Prince, in 2021 and 2022, the analysis shows that economic challenges, the frequent political crises, the devastating effects of climate change and a social life in the grip of gang violence have led to an increased migratory flows and internal displacements of Haitians, who flee such insecurities that have seized the country over the last few years.

Keywords: Forced displacements, migrations, insecurity, gang violence, climate change, Haiti

Financement

Cette recherche a été soutenue par le programme de subventions de Développement Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) (numéro : 430-2020-00918) et la subvention interne de l'Université Saint Paul, Canada.

Remerciements

Nous remercions vivement les Haïtiens et Haïtiennes qui ont participé à cette recherche, les représentants de l'OIM, d'ÉCHO et d'autres organisations en Haïti pour les discussions approfondies et éclairées, les données partagées ainsi que leur soutien indéfectible sur le terrain. Nous remercions également les spécialistes du Centre national de l'information géospatiale en Haïti (CNIGS) pour la production des cartes des changements de l'espace urbain à Port-au-Prince. Nous tenons à souligner aussi la contribution de l'assistant de recherche Jean Wisnel St Juste pour la documentation de la montée de la violence à Port-au-Prince.

*

Introduction

Alors qu'Haïti est aux prises avec la crise politique actuelle, paralysé et assiégé par des gangs armés² belligérants, de multiples formes d'insécurité – politique, sociale, économique, climatique et environnementale – envahissent le quotidien des citoyens haïtiens et les forcent souvent à fuir ces conditions insoutenables. Partant de ces multiples formes d'insécurité, cet article propose une analyse des tendances et dynamiques des déplacements en Haïti. Il analyse en particulier la façon dont ces insécurités influencent la prolifération des déplacements et impactent la vie des personnes déplacées et en déplacements.

L'insécurité est considérée ici dans le même sens que celui donné par l'anthropologue Erica Caple James (2010). Elle définit la présence pernicieuse d'*ensekirite*³ en Haïti en tant qu' « incertitude profonde générée par les ruptures politiques, criminelles, économiques et spirituelles que de nombreux individus et groupes continuent de vivre en Haïti⁴ » (James, 2010, p. 8). Elle emprunte à Anthony Giddens la notion d' « ontological insecurity » (Giddens, 1984, p. 62) pour analyser comment l'insécurité est vécue par ces groupes. Pour Giddens,

« Ordinary day-to-day life involves an *ontological security* expressing an *autonomy of bodily control* within *predictable routines* ». [...] “The generation of feelings of trust in others, as the deepest-lying element of the basic security system” (1984, p. 50).

Ainsi, l'*ontological security*, cette sécurité existentielle de l'être est fondée sur la confiance dans l'autre, la texture de la vie quotidienne et la routinisation des activités sociales (Giddens, 1984, p. 60). En revanche, l'*insécurité ontologique* se manifeste lorsque des situations critiques ou des circonstances de ruptures et de disjonctions radicales de

² Si certains auteurs se réfèrent aux gangs en tant que « groupes armés » (Pierre, 2024) ou la « baz » (Kivland, 2018), nous optons pour le terme *gang armé* ou *bande armée*, tel qu'utilisé par nos interlocuteurs.

³ Insécurité en créole haïtien.

⁴ Les traductions de l'anglais sont assurées par l'autrice.

nature imprévisible se produisent, affectant un nombre considérable d'individus et menaçant ou détruisant les certitudes des routines quotidiennes institutionnalisées (Giddens, 1984, pp. 61-62).

Dans le contexte haïtien, l'*ensekirite* est présente en tant que rupture de la routinisation de l'activité sociale, de la sécurité des individus et de la confiance dans l'autre. James, souligne que les multiples ruptures cycliques en Haïti « ont établi l'insécurité comme un état ontologique de l'être » (2011, p. 357). L'insécurité est alors définie comme un état existentiel vécu en tant qu'expérience individuelle et condition sociopolitique collective dont les effets ne peuvent être contenus, engendrant souvent la fuite des individus en quête de sécurité à l'intérieur ou au-delà des frontières (James, 2011, p. 357).

Pourtant, cette insécurité n'est pas nouvelle. Elle est profondément ancrée dans le tissu social et politique d'Haïti depuis des décennies, voire des siècles. L'histoire de la migration haïtienne peut en témoigner (Audebert, 2022). Elle reflète la fragilité économique, les troubles politiques, l'héritage colonial, ainsi que le risque élevé de catastrophes naturelles et des effets des changements climatiques. Ces facteurs exacerbent davantage les inégalités existantes liées aux fractures sociales constituées, entre autres, autour des questions de classe, de race et de genre.

Si la question de sécurité est déterminée en tant que lien fondamental entre l'État et les citoyens (Giddens, 1984 ; Roché, 2004), par le biais du « contrat social » (Rousseau, 1986), la présence d'insécurité, en l'occurrence, suggère que ce lien de confiance est rompu. La présence d'insécurité annonce ainsi « la crainte de la "faillite" du contrat social » (Roché, 2004, p. 156). Trouillot (1990, 2016) décrit la rupture de ces liens de confiance entre l'État et les citoyens haïtiens comme une évolution historique du rôle de l'État haïtien dans la polarisation économique, sociale et spatiale du pays, et celle de la nation. Bref, il s'agit de la construction d'un État contre la nation (Trouillot, 1990). Cette rupture provoque un sentiment d'incertitude qui pousse souvent les Haïtiens et les Haïtiennes qui sont touchés à se déplacer ailleurs ou bien à migrer en quête de plus de sécurité.

Cet article place au centre de l'analyse la complexité des liens entre les multiples formes d'insécurité et les déplacements forcés ou involontaires en Haïti. Cela se fait d'abord en présentant l'état des lieux des déplacements et ses liens avec les multiples formes d'insécurité. L'article s'attarde ensuite à l'analyse de l'insécurité liée aux effets des changements climatiques ressentis sur l'île et comment ces derniers exacerbent les conditions précaires socio-économiques dans le pays. L'analyse met en exergue la façon dont les gens se mobilisent, résistent et réagissent face à ces insécurité. En plus de brosser un portrait des déplacements et des migrations que traversent le pays, l'article considère aussi les différentes formes de déplacements et de migrations comme une façon de résister et de répondre aux failles du système haïtien, qui n'est souvent pas en mesure d'assurer la sécurité de ses citoyens.

Du point de vue méthodologique, cet article s’appuie sur une recherche qualitative, comprenant une enquête ethnographique qui a eu lieu pendant différentes périodes entre 2021 et 2022, à Port-au-Prince et à Canaan, un bidonville né le lendemain du séisme de 2010 et abritant les personnes déplacées par ses destructions massives. Les observations et les conversations avec les personnes rencontrées à Canaan et à Port-au-Prince, ainsi que les entretiens approfondis semi-directifs, informent cette recherche. Les entretiens semi-directifs⁵ ont été menés avec une vingtaine de personnes déplacées et dix représentants des organisations internationales, tels que l’Organisation internationale pour les migrations (OIM), l’ECHO, PNUD, CONCERN⁶ et Médecins du Monde. Nos interviewés, hommes et femmes âgés de 25 à 60 ans et rencontrés sur place, ont tous et toutes donné leur consentement verbalement ou par écrit avant l’entrevue. Les recensements périodiques publiés par l’OIM sur les déplacements internes et les flux migratoires, les déportations et rapatriements des migrants haïtiens en provenance de la République dominicaine et d’autres pays complètent également les données mobilisées dans cet article.

Insécurité politique et déplacements

En février 2022, Haïti, et particulièrement la capitale Port-au-Prince, se trouvaient en pleine crise politique, dans lequel un climat de haute tension et d’insécurité généralisée planait sur la ville depuis l’assassinat du président contesté Jovenel Moïse⁷, le 7 juillet 2021. Dès lors, le pays a été plongé dans un renouveau de chaos et d’insécurité politique, qui régnaient en maître depuis très longtemps en Haïti (James, 2010, 2011). L’insécurité dans la capitale était palpable. Très peu de gens circulaient dans les rues qui se vidaient rapidement à la tombée de la nuit. Des coups de feu perçaient les silences nocturnes et se dissipaient le jour aux bruits de la ville. Les nouvelles annonçaient régulièrement les nombreux cas de meurtres et d’enlèvements contre rançon par les gangs armés. En ces circonstances, les rencontres avec nos interlocuteurs à Port-au-Prince se sont déroulées dans la plus grande discrétion, soit dans leurs maisons, dans leurs bureaux ou dans des cafés sécurisés avec des gardes armés, en dehors des moments des manifestations contre la violence et l’insécurité qui tournaient souvent en de violentes émeutes et barricades enflammées.

La capitale était sous l’emprise des gangs armés, opérant notamment dans les quartiers populaires de la basse ville et les bidonvilles (Kivland, 2018 ; Prince, 2023). Si la violence et les enlèvements par les gangs armés étaient présents dans la capitale haïtienne depuis des années (Kivland, 2018), une recrudescence était observée depuis 2018, période d’une forte mobilisation populaire (Manigat, 2020) qui a eu pour élément déclencheur la hausse des prix du pétrole (Prince, 2023). À Port-au-Prince, la terreur, les enlèvements et

⁵ Le certificat d’éthique a été livré par le Comité de recherche et de déontologie de l’université.

⁶ La Direction générale pour la protection civile et les opérations d’aide humanitaire européennes de la Commission Européenne (ECHO) ; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; CONCERN est une organisation humanitaire internationale.

⁷ Le Premier Ministre Ariel Henry, nommé à ce poste par le président Moïse deux jours avant son assassinat.

la violence se sont particulièrement intensifiés à partir de 2020 avec la fédération de deux gangs armés principaux qui opéraient dans la capitale – *G9 Fanmi et Alye* et *GPèp* –, regroupant plus de 177 gangs armés (Prince, 2023). Ces derniers avaient étendu considérablement leur territoire avec le vacuum politique créé par l'assassinat du président Moïse. La montée de la violence des gangs armés, leur contrôle des artères économiques de la capitale et de l'accès des routes menant au sud et au nord du pays ont paralysé les activités économiques, sociales et politiques nationales et menacé directement la vie et la sécurité des Haïtiens et Haïtiennes. La violence, devenue désormais monnaie courante, semait la peur et un sentiment accru d'insécurité, poussant des milliers de personnes à la fuir. Pour plusieurs de nos interlocuteurs, cette insécurité a été décrite comme une conséquence de « l'absence de l'État ».

L'ampleur de cette insécurité politique se manifeste, d'une part, par l'augmentation du nombre de victimes, de morts, d'exactions, de viols et de violences sexuelles notamment contre les femmes (mais contre les hommes aussi). De janvier à septembre 2024, environ 3 661 personnes ont été tuées par les gangs (ONU, 2024a). Au courant de la seule année 2023, environ 4 789 victimes d'homicides ont été dénombrées en Haïti et 2 490 personnes ont été enlevées, soit une augmentation de 83 % par rapport à 2022 (ONU, 2024b). En 2023, dans le bidonville À Cité Soleil, environ 41 % des décès étaient attribués à la violence, soit environ 2 327 morts violentes⁸ (MSF, 2024, p. 28).

D'autre part, cette insécurité accrue a poussé des centaines de milliers d'habitants à fuir la violence, provoquant de nouveaux déplacements et des migrations internes, régionales et internationales. La matrice de suivi des déplacements forcés de l'OIM (Fig. 2) montre qu'au cours de la seule année 2022 environ 171 000 Haïtiens ont été déplacés dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. En décembre 2023, ce chiffre s'élevait à 311 000 de déplacements, pour atteindre en septembre 2024 environ 702 973 personnes déplacées.

⁸ Enquête de l'*Épicentre*, Médecins sans frontières (MSF), 2024.

Actes ‘Failles haïtiennes’

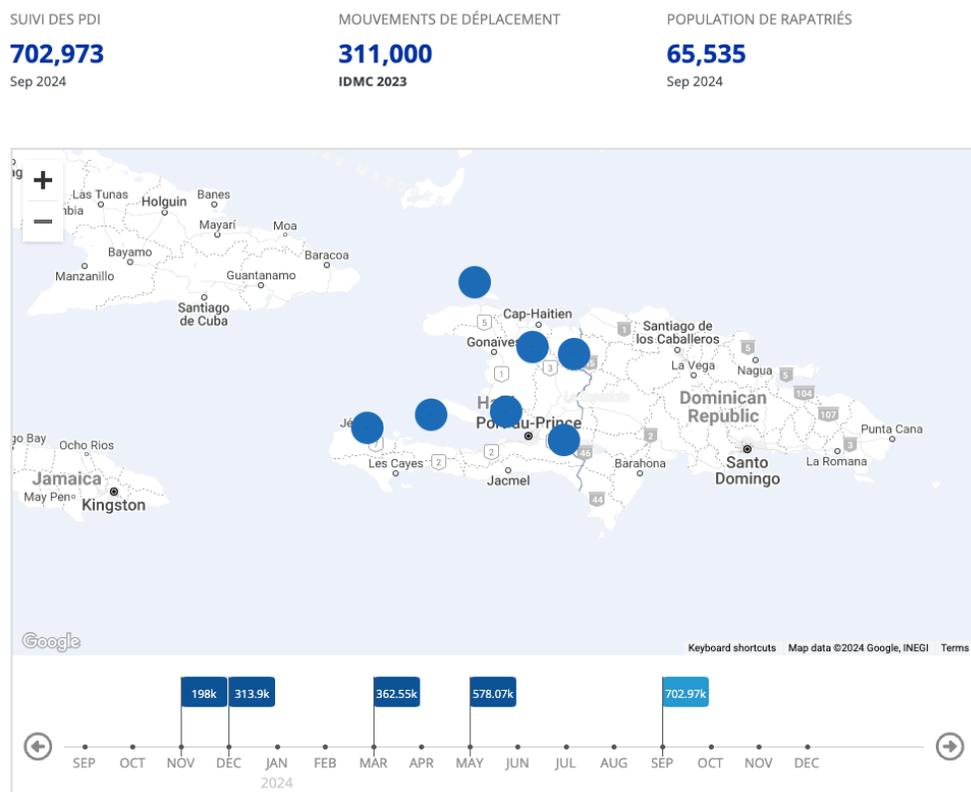


Figure 2. Matrice de suivi des déplacements forcés en Haïti (OIM/DTM, 2024).

En février et mars 2024, Port-au-Prince a connu une nouvelle vague de violences et d’insécurité politique, engendrées notamment par la guerre entre les gangs rivalisant pour le contrôle du pouvoir politique et pour étendre davantage leur territoire sur les zones économique-stratégiques et les ressources naturelles (Pierre & Prince, 2023). Leur emprise sur la capitale était telle qu’ils ont même forcé le premier ministre Ariel Henry à démissionner alors qu’il était bloqué à Porto Rico⁹.

L’insécurité due au vacuum politique et à l’absence l’ordre public a intensifié la violence criminelle qui, à son tour, a poussé notamment les résidents des cités à quitter les endroits dangereux et précaires pour s’installer ailleurs. Si cette tendance est généralement observée en temps de crise (James, 2011), elle a pris des proportions démesurées au cours de 2024. Ainsi, entre mars et mai 2024, les déplacements internes ont augmenté de 60 % ; en septembre 2024, ce chiffre a doublé, soit 702 973 personnes déplacées fuyant la violence qui ont été recensées, dont 54 % étaient des femmes et des filles¹⁰ (OIM/DTM, 2024). James souligne que :

⁹ <https://lenouvelliste.com/article/247190/ariel-henry-annonce-sa-demission-et-le-depart-prochain-de-son-gouvernement>

¹⁰ Plus de 310 000 femmes et filles et 180 000 enfants ont été déplacés jusqu’en mai 2024, soit plus de 50 % comparé à 2022 (OIM/DTM, 2024).

« L'expérience de l'*ensekirite* a des dimensions politique, économique, légale, sociale et spirituelle. L'*ensekirite* reflète le degré de la fragilité ressentie par les individus et les groupes sociaux au quotidien » (James, 2010, p. 132).

Nos discussions avec l'un des médecins opérant au camp des déplacés à Canaan en 2022 et les personnes rencontrées à Port-au-Prince montrent que l'*ensekirite* a été ressentie et vécue différemment par les individus. Elle se manifestait notamment sous forme d'anxiété, de panique, de cauchemar, de peur, de perte de sommeil, de perte de sens et de mémoire, d'insuffisance langagière, d'hallucinations, de délire, de tristesse, de dépression aiguë et de schizophrénie. Pour nos interlocuteurs et interlocutrices, âgés de 25 à 60 ans, l'insécurité ne prenait pas forme d'une pathologie, mais était plutôt vécue comme une inquiétude ou incertitude constante, une perte de motivation, une perte d'espoir, un découragement, des désespérations, ou encore un sentiment de tout vouloir quitter et de repartir. Si le recours médical peut atténuer les symptômes de l'insécurité, la source de ces maux doit être cherchée ailleurs, dans les liens rompus entre la société et l'État.

La plupart des déplacés (environ 68 %) ont trouvé refuge dans les provinces et particulièrement dans le Sud (47 %), alors que près de 32 % se sont déplacés ailleurs dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. De plus, environ 65 535 personnes sont retournées de la migration (anciennement déplacées internes) notamment dans la commune de Cité Soleil¹¹, où une augmentation de 151 % du nombre de retournés a été observée (OIM/DTM 2024). La plupart de ces retournés ont été expulsés ou rapatriés de la République dominicaine (OIM/DTM, 2024) suite aux récentes tensions politiques et aux discours racistes à l'égard des migrants haïtiens ou des Dominicains d'origine haïtienne (Childers, 2023). Ces derniers font souvent face au profilage racial, aux discriminations et aux abus (Shoaff, 2017). Nos observations et discussions avec les représentants de l'OIM en Haïti suggèrent que de nombreux migrants rapatriés cherchent de nouvelles opportunités pour migrer à nouveau, tant que l'insécurité dans le pays demeure très élevée.

Politiques d'urbanisation et déplacements

Toutefois, ce ne sont pas les premiers déplacements forcés ou volontaires que la capitale haïtienne a connus. Depuis longtemps, l'espace urbain à Port-au-Prince a été caractérisé par une grande fracture géospatiale entre les plus riches et la masse des pauvres. Un espace où la bourgeoisie ou bien les élites économiques et politiques, dont les liens étroits sont encapsulés dans le syntagme symbiotique « État-élite » (Saint-Louis, 2010, p. 80), sont localisées dans leurs communautés, alors que les plus pauvres habitent principalement les bidonvilles et les quartiers pauvres le long du port et aux pieds des collines, dans des zones bien délimitées (Corbet, 2021 ; Petter et al., 2020 ; Sherwood et al., 2019). Le bidonville la *Jalousie*, qui se situe dans les collines bordant Pétionville (fig. 3) est l'un de ces exemples. Yanick Lahens (2010) considère cette fracture sociale comme la plus grande faille historique et sociale en Haïti. Pour elle,

¹¹ Cité Soleil est le plus grand bidonville de la capitale haïtienne, situé dans la basse ville, où les plus pauvres habitent.

« Il s'agit d'une nouvelle mise en espace de ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. Ceux qui n'ont pas étaient cachés, soit à l'arrière des maisons de ceux qui ont, soit dans les bidonvilles qui ceinturent leurs quartiers. » (Lahens, 2010, p. 75)

Loin d'une dichotomie simplifiée des divisions sociales dont Trouillot (2016, p. 109) nous met en garde, cette fracture géospatiale urbaine reflète un clivage social profond qui prend racine dans l'héritage colonial (Casimir, 2020) et les hiérarchies sociales qui en découlent, basées, entre autres, sur la couleur de peau, la classe sociale, le genre, l'éducation, l'origine, et l'affiliation au pouvoir économique et politique du pays (Corbet, 2021 ; Petter et al., 2020).

Les politiques d'urbanisation et de développement du pays, ou plutôt l'absence de celles-ci ont permis une croissance substantielle et chaotique de la population de la capitale (Hurbon, 2012 ; Saint-Louis, 2010), voire « une véritable explosion urbaine » (Godard, 1985, p. 6), et ont accentué cette fracture sociale.

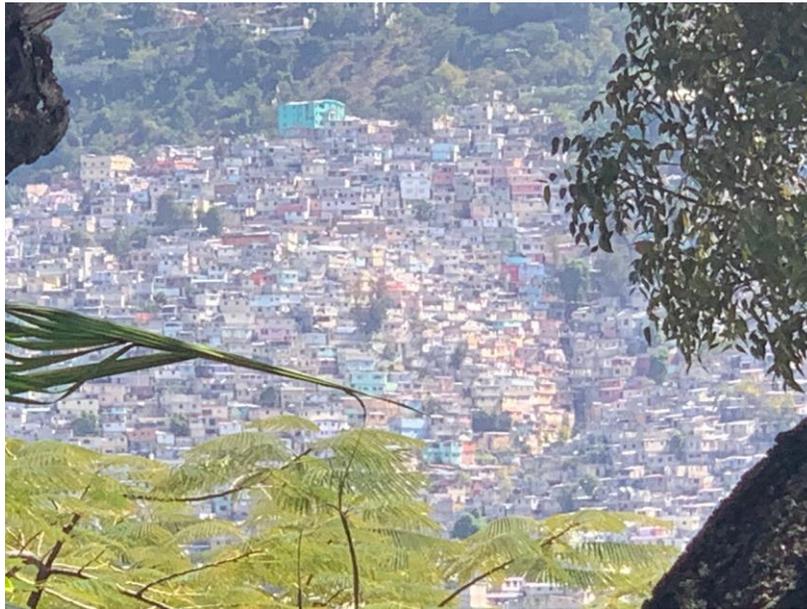


Figure 3. Le bidonville *La Jalousie*. © Sula-Raxhimi, E. (2022).

L'histoire de la capitale témoigne de sa croissance démographique, dont les causes varient de l'exode rural à celles politiques¹² (Milian & Tamru, 2018 ; Trouillot, 2016), et son expansion géospatiale a suivi ces mêmes tendances. Ainsi, « d'une superficie d'environ

¹² Ici, on fait référence notamment à l'exode rural, encouragé par le dictateur Duvalier dans les années 1960 et 1970 pour assurer son support politique, incluant la construction des logements publics pour loger les personnes déplacées et le développement des industries manufacturières autour de la capitale (Milian & Tamru, 2018).

700 ha en 1915, l'agglomération de Port-au-Prince dépasse en 2015 les 40 000 ha » (Milian & Tamru, 2018, p. 5). La plupart des habitants venant des provinces vers la capitale, dû à l'exode rural, se sont installés notamment dans des abris de fortune, en rejoignant les bidonvilles et les quartiers informels défavorisés, qui se sont multipliés au fil des années (Corbet, 2021 ; Godard, 1985 ; Hurbon, 2012 ; Milian & Tamru, 2018 ; Saint-Louis, 2010). On compte aujourd'hui environ 400 bidonvilles (Prince, 2023), où vit environ 80 % de la population de la capitale (Petter et al., 2020), représentant notamment le « pays en dehors » (Barthélemy, 1990), où la pauvreté extrême, la précarité, la violence et l'insécurité règnent en maître.

Dans l'espace des cinq dernières décennies, le fort taux de croissance démographique a propulsé le nombre d'habitants dans la capitale et son agglomération de « 400 000 personnes à environ 4 millions, sans aucune augmentation significative en investissements en l'infrastructure d'eau potable, d'assainissement, de logements et de transport » (Petter et al., 2020, p. 2). Aujourd'hui, un tiers de la population haïtienne vit dans la capitale et son agglomération et ces conditions se sont détériorées davantage depuis le tremblement de terre de 2010.

Insécurités séismiques et déplacements

Le séisme de 2010 d'une magnitude 7,1 sur l'échelle de Richter, qui a dévasté notamment Port-au-Prince et d'autres endroits à l'ouest et au sud de la capitale, a fait plus de 280 000 morts et 300 000 blessés. Environ 1,5 million de personnes se sont retrouvées sans abris (ONU, 2023), ajoutant une pression énorme sur les logements et les infrastructures urbaines déjà fragilisées par le séisme. Ce déplacement massif a donné naissance à de nombreux campements formels et informels (Corbet, 2014) dans la capitale et a poussé des milliers d'Haïtiens désormais sans toit hors des zones urbaines, en étendant les limites de la ville vers de nouveaux espaces urbains informels. D'une part, le séisme a frappé particulièrement durement les maisons mal construites autour de la ville et les bidonvilles où résidaient la classe populaire et les plus pauvres. Il a dévoilé « l'obscurité du scandale de la pauvreté » (Lahens, 2010, p. 13) et a accentué davantage les inégalités et la fracture sociale dans la capitale. D'autre part, il a « exposé les vulnérabilités historiques » (Tobin, 2013, p. 1045), produites notamment par la lassitude des politiques du développement économique, mais aussi par l'absence de règlements en construction.

Si le gouvernement haïtien a été dépassé par l'ampleur de la tâche qui lui incombait le lendemain du séisme dans un contexte de désorganisation et de corruption (Tobin, 2013), les autres acteurs, tels que les agences d'aide bilatérale et les ONG internationales, n'ont pas été non plus en mesure de répondre de manière adéquate à la crise des déplacements pour réduire les problèmes auxquels les personnes déplacées étaient confrontées (Sherwood et al., 2019). Ainsi, l'urbanisation informelle à Port-au-Prince et ses bidonvilles satellites a été amplifiée, représentant également les limites des stratégies urbaines néolibérales propulsées par le gouvernement et les agences de l'aide internationale. Ces stratégies comprenaient, entre autres, l'éviction des habitants de la zone métropolitaine de

Port-au-Prince au profit du développement de la propriété privée et les tentatives (néolibérales) de réorganisation du centre-ville afin d'attirer les investissements de l'élite au détriment de la population majoritaire et pauvre (Farmer, 2011 ; Sherwood et al., 2019). Ces politiques néolibérales ont exacerbé, une fois de plus, les déplacements dans la capitale.

Les camps et les quartiers informels existants sont devenus les lieux où ont élu domicile la plupart des déplacés et des plus pauvres, soit en raison des expulsions par l'État des terres sur lesquelles ils étaient installés de manière informelle, en raison de la fermeture des camps au centre-ville et des prix des logements (qui ont triplé après le séisme), soit en raison de problèmes de sécurité (Corbet, 2014, 2021 ; Sherwood et al., 2019).

L'exemple parfait de tels processus est le bidonville de Canaan, situé à environ 20 km au nord du Port-au-Prince, né comme un lieu d'installation spontané et informel en 2010 pour les déplacés du séisme, après l'aménagement d'un camp de déplacés. Des individus qui avaient tout perdu se sont appropriés ces lieux, malgré le terrain désertique, le manque d'eau potable (Jérôme et al., 2021), l'absence de système d'égouts, d'électricité ou d'autres services de base (ONU-Habitat, 2016a ; Petter et al., 2020). Alors que la population de Canaan continuait de s'accroître à grande vitesse et de façon informelle, le président de la République René Garcia Préal a promulgué un décret selon lequel l'espace autour de Canaan devait être considéré d'utilité publique et pouvait servir ainsi de lieu d'accueil des victimes du séisme de 2010. Les deux cartes ci-dessous (Fig. 4), courtoisie du Centre national de l'information géospatiale d'Haïti (CNIGS), illustrent le développement de la zone de Canaan. Conçues à partir des orthophotos, ces cartes montrent que le nombre de constructions dans la zone de la plaine de Cul-de-sac est passé de 103 083 en 2002 à 187 038 en 2014 (CNIGS, 2022).

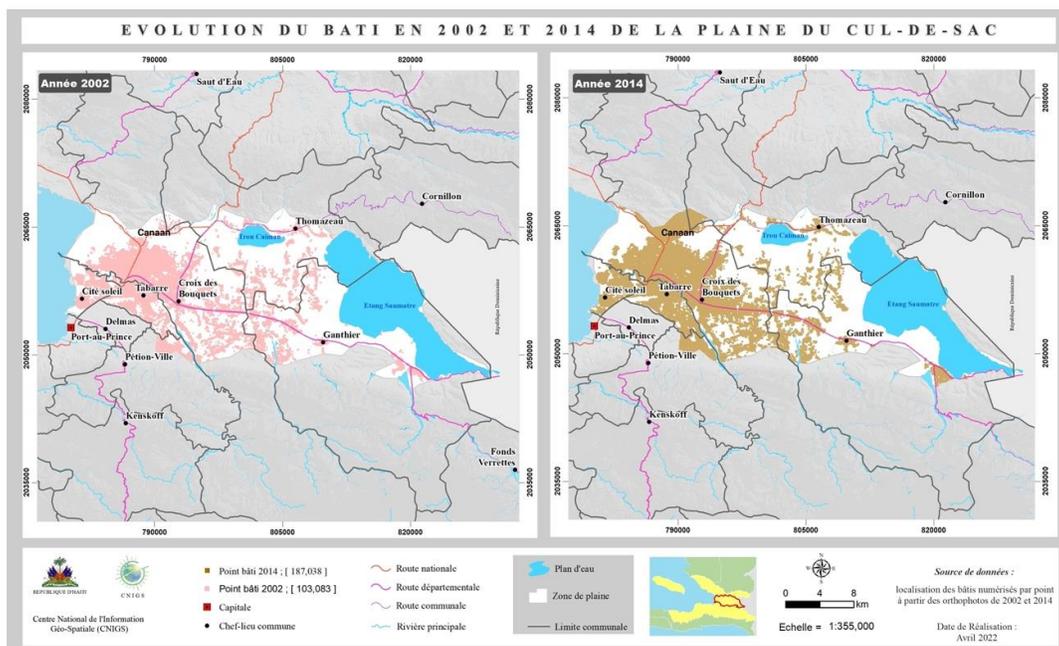


Figure 4. Cartes de la Plaine de Cul-de-sac en 2002 et 2014 (CNIGS, 2022).

On y aperçoit notamment l'intensité des constructions à Canaan, dont la superficie est passée de « 6,9 km² à la fin de 2010 à 22,6 km² en novembre 2014 » (ONU-Habitat, 2016a, p. 41). Avec le temps, le squatting, l'occupation des terres « vides » et l'autoconstruction rapide des maisons, Canaan n'a pas cessé de grandir et compte aujourd'hui plus de 300 000 habitants (Hannemann et al., 2014).

En mai 2021, nos interlocuteurs, habitants de Canaan I, III, IV et V (Fig. 5), venaient de partout : Jérémie, Baint, Camp-Perrin, les Cayes, Baradères, Tapio, Zoranje, pour n'en nommer que quelques localités. La plupart ont été d'abord installés dans les *cités* aux alentours de Port-au-Prince, puis, après le séisme, ils se sont déplacés à Canaan. Mais certains d'entre eux sont des habitants arrivés plus récemment, installés à Canaan notamment suite aux pertes et dégâts massifs causés par l'ouragan Matthew en 2016, par le séisme du 14 août 2021 au sud du pays, ou par la montée de la violence dans les cités.

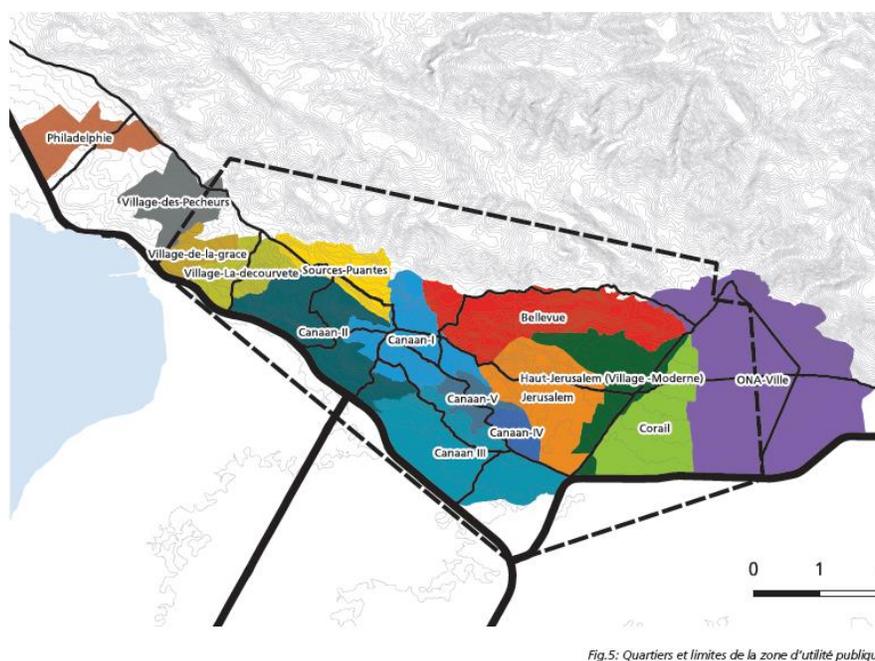


Figure 5. Quartiers et limites de la zone de Canaan. Source : ONU-Habitat (2016b, p. 10).

Canaan présente de multiples défis pour ses nouveaux habitants. Les maisons sont construites de manière mixte (Fig. 6). On y observe des petites cabanes, des toitures en tôle, des maisonnettes et quelques domiciles mieux construits que d'autres. Comme le souligne un de nos interlocuteurs à Canaan 3 :

Ceux qui ont des moyens peuvent construire leur maison et ceux qui n'en ont pas sont obligés de vivre sous les tentes, dans la misère. Il y en a aussi qui possèdent beaucoup de terres et les laissent en réserve afin de les vendre

à des prix exorbitants. Les petits espaces sont moins chers et se trouvent auprès des canaux souvent ravagés par l'eau sur son passage quand il pleut.

Ces conditions pèsent lourd sur « ceux qui n'ont pas ». Monsieur Romain nous confie ceci:

Quand j'étais à Jérémie, je me sentais plus à l'aise parce qu'à mon réveil tous les matins, j'emmenais mes bétails aux pâturages, et au retour, je passais dans mon jardin pour prendre des nourritures et on pouvait manger à satiété. Tandis qu'ici on ne peut pas avoir de l'eau si on n'a pas d'argent.



Figure 6. Maisons et cabanes construites par les habitants à Canaan 4. © Jean Wisnel St Juste, 25 juin 2021.

L'absence d'eau potable et d'un système d'égouts (Jérôme et al., 2021) demeure un problème endémique. L'aridité de la région ne permet pas non plus aux habitants – du moins à ceux que nous avons rencontrés – de cultiver des petits jardins potagers pour subvenir à leurs besoins. L'eau est gérée individuellement par des livraisons par camion et une revente en gallons. Une habitante de Canaan 3, en mai 2021 soulignait que :

« Un gallon d'eau coûte 5 *goud*¹³ et seulement certains peuvent se le permettre ; la plupart, comme moi, utilisent l'eau de la pluie pour boire ou celle des puits pour cuisiner ».

Si l'étalement urbain à Canaan s'est poursuivi de manière chaotique, il reflète le manque de planification urbaine, laissée principalement à l'initiative spontanée de ses habitants (Hannemann et al., 2014 ; Jérôme et al., 2021 ; Petter et al., 2020 ; Sherwood et al., 2019). Cet espace informel, né de l'insécurité et des déplacements massifs provoqués par le séisme, l'exclusion, la ségrégation, la violence et les failles du système politique et social, est devenu une zone en constante expansion et où l'on n'échappe pas à l'insécurité. Avec le temps, la prolifération de la violence des gangs armés n'a pas épargné Canaan. Plusieurs habitants rencontrés à Canaan renvoyaient la responsabilité à l'État : « nous sommes livrés à nous même, car l'État est absent ici, à tout point de vue ». Un lieu d'insécurité et de pauvreté, un lieu de « ceux qui n'ont pas » (Lahens, 2010).

Insécurité climatique et dégradation de l'environnement

Les changements climatiques se font sentir sur la nation insulaire à travers leurs effets destructeurs tels que les sécheresses prolongées, des ouragans de plus en plus fréquents et violents accompagnés de pluies diluviennes et d'inondations meurtrières, de la montée du niveau de la mer et d'une perte en biodiversité (Paravisini-Gebert, 2021). Ils causent des dégâts considérables aux habitations et à l'agriculture, et rendent ainsi encore plus précaire la sécurité des citoyens haïtiens. Une telle vulnérabilité climatique (Marcelin et al., 2016 ; Paravisini-Gebert 2021) exacerbe les conditions socio-économiques dans un contexte d'instabilité politique et de violence, poussant les individus à migrer ou à se déplacer ailleurs. La recherche montre que les migrations et les déplacements ont souvent tendance à s'intensifier particulièrement dans les zones où les effets de changements climatiques sont plus sévères (Koubi et al., 2016).

Haïti est l'un des pays où les effets des changements climatiques exacerbent le niveau de dégradation de l'environnement marquée, entre autres, par la déforestation, l'érosion, l'appauvrissement et l'ensablement des sols, la pollution et la rareté des ressources en eau (Apply et al., 2022 ; Paravisini-Gebert, 2021). Ces conditions placent Haïti dans ce que Paravisini-Gebert définit comme le « canari dans la mine de charbon de l'Anthropocène » (2021, 53). L'un de nos interviewés à Port-au-Prince décrit ainsi la dégradation et la perte des terres arables de sa famille :

Au moins trois générations dans ma famille – mon arrière-grand-père, mon grand-père et mon père – ont été des cultivateurs de riz dans la commune d'Ouanaminthe. Le terrain autrefois inondé de la rizière où mon père faisait du riz jusqu'en 1990, je le traverse en voiture, tellement la superficie cultivable est réduite. Aujourd'hui, on ne produit que très peu de riz pour nourrir la famille, et l'on a introduit d'autres plantes cultivables pour assurer

¹³ Gourde (*goud* en créole) est la monnaie officielle en Haïti (HTG).

notre survie. Cela est dû d'abord à l'assèchement d'un écoulement d'eau à proximité et la diminution du débit de l'eau de la rivière ; puis, la déforestation a provoqué de l'érosion et a fait descendre de la boue et des pierres de la montagne qui ont envahi la plaine rizicole et avec le temps, ont endurci et ensablé les sols. La terre est donc moins argileuse pour retenir l'eau. De plus, les irrégularités des saisons de pluies et la concurrence des prix du riz venant des États-Unis et du Brésil rendent difficile la planification de la plantation et plus imprévisibles les récoltes. Aujourd'hui, on a de la difficulté à assurer la production pour notre propre consommation. Les six petits-fils de mon grand-père ont abandonné la culture de la terre et se sont installés à Port-au-Prince pour poursuivre les études universitaires ou pour de meilleures opportunités de travail.

Ces processus à évolution lente des changements climatiques, manifestés par l'irrégularité des saisons des pluies, des sécheresses prolongées et des cyclones plus intenses et destructeurs, compromettent la saison des récoltes et mettent en péril la sécurité alimentaire et la subsistance de familles entières. De plus, les routes nationales sous le contrôle des gangs armés ou en mauvais état rendent difficile la circulation des individus et des biens entre les provinces et la capitale. Cela empêche les biens d'entrer ou de sortir de la capitale, affectant ainsi gravement les petites économies locales. Dans un contexte de laisser-faire où le cadre légal et politique sur la protection de l'environnement est lacunaire, où les lois souvent ne s'appliquent pas (Pierre & Prince, 2023) et où les produits d'importation envahissent le marché local, l'économie et la survie des familles sont gravement affectées et deviennent ainsi des causes de leur migration.

Certains auteurs considèrent la migration climatique comme une « stratégie de survie » (Suro, 2019) ou une stratégie d'adaptation aux changements climatiques (Balsari, Dresser & Leaning, 2020). Comme le décrit l'un des experts de l'OIM à Port-au-Prince :

La migration et les déplacements liés aux catastrophes dues aux changements climatiques sont parmi les plus difficiles à identifier et à prévenir, car leurs effets se jouent souvent à long terme. Les changements climatiques affectent directement les moyens de subsistance des populations année après année, tempête après tempête. Nous avons observé que les personnes qui ont tout perdu à cause des catastrophes climatiques se retrouvent sans rien sur quoi bâtir leur futur et souvent envisagent de migrer ou de s'installer ailleurs à l'intérieur du pays pour chercher de meilleures opportunités.

Mais, si la migration est considérée par certains auteurs comme un moyen de survie, pour un de nos interlocuteurs, elle devient un facteur de la dégradation de l'environnement.

La migration interne ou internationale a des conséquences sur la dégradation de l'environnement. Dans mon département, l'Artibonite, il y a des parcelles qui ne sont pas cultivées, car les gens sont partis. L'abandon des terres arables a non seulement un impact immédiat sur la qualité et la quantité de la production agricole, mais il affecte aussi l'entretien des sols et du système d'irrigation pour assurer la production l'année suivante.

D'autre part, il n'y a pratiquement pas de services dans les zones rurales, donc les gens migrent pour se rapprocher des grandes zones urbaines.

Les effets des changements climatiques ont intensifié les effets destructeurs sur Haïti, étant donné sa position géographique située « *directly on the path of a hurricane corridor* » (Slagle & Rubenstein, 2012). En 2007, quatre cyclones meurtriers se sont abattus sur Haïti – Barry, Dean, Noël et Olga – et en 2008, quatre autres cyclones de catégorie 4 ont traversé Haïti en 30 jours – Fay, Gustav, Hanna et Ike. Ces derniers ont causé plus de 1 000 morts, des inondations, des glissements de terrain, des coulées de boue ; ils ont endommagé environ 60 % des récoltes et déplacé des centaines de milliers de personnes à l'intérieur du pays (Slagle & Rubenstein, 2012).

En octobre 2016, le passage de l'ouragan Matthew a affecté plus de 2,1 millions de personnes dans le sud du pays, soit un Haïtien sur cinq, détruisant dans certaines zones – telle que la Grande Anse – environ 70 % des maisons et jusqu'à 90 % des récoltes (FAO, 2016), aggravant sérieusement l'insécurité alimentaire déjà très répandue après plusieurs saisons de sécheresse prolongée, d'inondations et de tempêtes fréquentes. Ainsi, en 2022, plus de 4,5 millions d'Haïtiens étaient touchés par l'insécurité alimentaire (OCHA, 2022), alors qu'en septembre 2024, environ 5,4 millions d'Haïtiens souffraient d'insécurité alimentaire et de faim aiguë, soit près de la moitié de la population (PAM, 2024).

Selon l'indice mondial des risques climatiques (IRC), Haïti se classe au troisième rang des pays les plus touchés au monde par les phénomènes météorologiques extrêmes (IRC, 2021). Les effets des catastrophes naturelles et du stress climatique ajoutent une pression supplémentaire à un niveau déjà saturé de personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

L'anthropologue Yarimar Bonilla, en analysant les effets dévastateurs de l'ouragan Maria sur Porto Rico, souligne qu'il n'y a rien de « naturel » dans ces catastrophes, alors que « près de 45 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté » (2020, p. 6). Ces catastrophes sont le produit de ce qu'elle appelle « *coloniality of disaster* » dont les racines se trouvent dans le « *racio-colonial capitalism* » (p. 2). Pour Bonilla, le colonialisme et ses corollaires doivent être considérés comme un désastre. Ainsi, sa notion de « *coloniality of disaster* » (2020, p. 1) renvoie à l'interdépendance entre l'héritage colonial et les effets dévastateurs des changements climatiques. Elle renvoie à l'interdépendance entre les formes de dépossession, d'exploitation esclavagiste, d'extraction, de violence coloniale et leurs conséquences sur la société, l'environnement et le climat. Ces catastrophes frappent durement les plus vulnérables et les femmes en particulier (Bonilla & LeBron, 2019), creusant davantage les disparités créées par le colonialisme.

De façon similaire, en Haïti, environ 70 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté et dans des conditions très précaires (Corbet, 2021 ; Nesi, 2018). Ces conditions sont le résultat d'« une construction historique des vulnérabilités » (Tobin, 2013) et d'une « violence structurelle » que Farmer définit comme « une violence exercée systématiquement, c'est-à-dire indirectement, par tous ceux qui appartiennent à un certain ordre social » (2004, p. 307).

En s'appuyant sur l'idée de Bonilla (2020), en Haïti les catastrophes climatiques accentuent les effets de l'héritage colonial basé sur l'exploitation, l'esclavage et le racisme (Mintz, 1986 ; Schuller & Maldonado, 2016). Ces catastrophes révèlent l'impact différencié de la « violence structurelle » (Farmer, 2004 ; Galtung & Fischer, 2013) qui

exacerbe les disparités existantes, produites et maintenues par les hiérarchies (néo)coloniales (Trouillot, 2016, 1990) selon les critères de classe, de race et de genre. Ce sont ces hiérarchies sociales qui ont contribué à édifier l'État haïtien (Casimir, 2020) en un État contre la nation (Trouillot, 1990 ; 2016).

D'une part, l'ampleur de ces multiples formes d'insécurité prend des proportions insurmontables, alors que les citoyens se débrouillent comme ils peuvent, à la recherche d'un peu plus de *sekirite*. Pour de nombreux Haïtiens et Haïtiennes, l'État, absorbé par la corruption et paralysé face à la violence sans précédent des gangs armés, est absent. Il a failli à comprendre et à répondre aux multiples insécurité – politique, sociale, environnementale, climatique et alimentaire – auxquelles sont confrontés les citoyens et citoyennes.

D'autre part, ces multiples formes d'insécurité sont également l'illustration de la déconnexion entre les politiques urbaines et le rôle que jouent différents acteurs, y compris les citoyens, en respectant ou en ignorant ces politiques. La prolifération des espaces informels, tels que Canaan, reflète les profonds clivages sociaux du pays et ses conséquences sur les plus pauvres, pour lesquels les bidonvilles et les quartiers défavorisés sont les seuls recours. Ces lieux sont d'une grande précarité, où la violence gagne du terrain alors que les gangs armés se disputent les mêmes droits territoriaux et les ressources. Des lieux où l'*ensekirite* demeure aussi palpable que l'absence de l'État.

Mais comment sortir de cette impasse ? Peut-on envisager une autre façon de faire société, où l'État reprendrait son rôle et remanierait les liens de confiance avec les citoyens, où l'État ne se projetterait pas contre la « communauté », contre la nation (Trouillot, 1990) ? Peut-on envisager la naissance d'une nouvelle relation entre la société et l'État à partir d'un nouveau contrat social, qui peut produire un sens de « sécurité ontologique » (Giddens, 1984, p. 50), une continuité de confiance mutuelle entre la société et l'État ?

Références

- Apply, A., Corbet, A., Déroy, J., Raymond, L., & Emmanuel, E. (2022). Représentations sociales du stress chez des déplacés climatiques du quartier Nan Orèl, Nord-Ouest d'Haïti. *Études Caribéennes*, 52(52).
<https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.24487>
- Audebert, C. (2022). Reconceptualizing the Haitian Migration System in the Caribbean Basin: A Spatial Approach to Multi-local Fields. *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 27(3), 309–327. <https://doi.org/10.1111/jlca.12588>
- Balsari, S., Dresser, C., & Leaning, J. (2020). Climate Change, Migration, and Civil Strife. *Current Environmental Health Reports*, 7(4), 404–414.
<https://doi.org/10.1007/s40572-020-00291-4>
- Barthélemy, G. (1990). *L'univers rural haïtien : le pays en dehors*. L'Harmattan.
- Bonilla, Y., & LeBron, M. (Eds.). (2019). *Aftershocks of disaster: Puerto Rico before and after the storm*. Haymarket Books.

- Bonilla, Y. (2020). The coloniality of disaster: Race, empire, and the temporal logics of emergency in Puerto Rico, USA. *Political Geography*, 78, 102181-.
<https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2020.102181>
- Casimir, J. (2020). *The Haitians A Decolonial History* (L. Dubois, Tran.). University of North Carolina Press.
- Centre national de l'information géospatiale (CNIGS). (2022). Carte de la Plaine du Cul-de sac en 2002 et 2014. Port-au-Prince, Haïti.
- Childers, T. B. (2023). The Role of Anti-Haitian Racism in Dominican Mass Deportation Policy. *Georgetown Journal of International Affairs*, 24(1), 107–113.
<https://doi.org/10.1353/gia.2023.a897708>
- Corbet, A. (2014). Dynamiques d'encampement : comparaison entre un camp formel et un camp informel en Haïti. *Cultures & Conflits*, 93, 87–108.
<https://doi.org/10.4000/conflits.18857>
- Corbet, A. (2021). Les différentes dimensions de la mémoire du séisme de 2010 en Haïti: Entre pratiques du quotidien et tentatives de mises en mémoire officielles. *L'espace Politique*, 41. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.8275>
- FAO-Haiti. (2016). Hurricane Mathew, Situation report, 12 October 2016.
<https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-situation-report-12-october-2016>
- Farmer, P. (2004). An Anthropology of Structural Violence. *Current Anthropology*, 45(3), 305–325. <https://doi.org/10.1086/382250>
- Farmer, P. (2011). *Haiti after the earthquake*. PublicAffairs.
- Galtung, J., & Fischer, D. (2013). *Johan Galtung: pioneer of peace research*. Springer.
<https://doi.org/10.1007/978-3-642-32481-9>
- Giddens, A. (1984). *The Constitution of Society: Outline of a Theory of Structuration*. University of California Press.
- Godard, H. (1985). Port-au-Prince (Haïti). Les «quartiers» et les mutations récentes du tissu urbain. *Cahiers d'Outre-Mer*, 38(149), 5-24.
- Hannemann, J.-C., Werthmann, C. & Hauck, T. (2014). « Designing for Uncertainty: The Case of Canaan, Haiti in Revising Green Infrastructure: Concepts Between Nature and Design ». Dans D. Zechowski, T. Hauck & G. Hausladen (dirs.), *Revising Green Infrastructure* (pp. 323-351), CRC Press.

- Hurbon, L. (2012). Religions, politique et mondialisation en Haïti. Dans J.-D. Rainhorn (dir.), *Haïti, réinventer l'avenir* (pp. 133–148). Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsmh.8335>
- IRC-L'indice mondiale de risques climatiques. (2021). Germanwatch.
- OIM/DTM. 2024. Displacement Tracking Matrix-Haïti. <https://dtm.iom.int/fr/haïti>
- James, E. C. (2010). *Democratic Insecurities : Violence, Trauma, and Intervention in Haiti*. University of California Press.
- James, E. C. (2011). Haiti, Insecurity, and the Politics of Asylum. *Medical Anthropology Quarterly*, 25(3), 357–376. <https://doi.org/10.1111/j.1548-1387.2011.01165.x>
- Jérôme, Y., Alexis, M., Telcy, D., Saffache, P., & Emmanuel, E. (2021). The Challenge of Water in the Sanitary Conditions of the Populations Living in the Slums of Port-au-Prince: The Case of Canaan. Dans T. Otsuki (dir), *Environmental Health* (pp. 64–88). IntechOpen. <https://doi.org/10.5772/intechopen.91535>
- Kivland, C. L. (2018). The magic of guns: Scriptive technology and violence in Haiti. *American Ethnologist*, 45(3), 354–366. <https://doi.org/10.1111/amet.12670>
- Koubi, V., Stoll, S., & Spilker, G. (2016). Perceptions of environmental change and migration decisions. *Climatic Change*, 138(3–4), 439–451. <https://doi.org/10.1007/s10584-016-1767-1>
- Lahens, Y. (2010). *Failles : récit*. Wespieser.
- Manigat, S. (2020). Haïti : mobilisations antisystème et impasse politique. Dans F. Thomas (dir.), *Soulèvements populaires* (pp. 135-146). Alternatives Sud : Éditions Syllepse. <https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2020.04.0135>
- Marcelin, L. H., Cela, T., & Shultz, J. M. (2016). Haiti and the politics of governance and community responses to Hurricane Matthew. *Disaster Health (Austin, TX)*, 3(4), 151–161. <https://doi.org/10.1080/21665044.2016.1263539>
- Médecins sans frontières (MSF). (2024). Estimation rétrospective de la mortalité brute et du niveau de violence subie par la population de Cité Soleil, Port-au-Prince, Haïti au cours de l'année 2022 et 2023. *Épicentre*, 7 mars 2024. https://epicentre.msf.org/sites/default/files/2024-03/Rapport%20final%20EMR%20Cit%C3%A9%20Soleil%20Haiti%202023%20version%20finale%20_022024.pdf
- Milian, J., & Tamru, B. (2018). Port-au-Prince, ville du risque ? Un mythe au prisme d'une urbanisation vulnérable. *Études caribéennes*. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.11464>

- Mintz, S. W. (1986). *Sweetness and power : the place of sugar in modern history*. Penguin Books.
- Nesi, J. (2018). Port-au-Prince : une ville caribéenne au cœur de l'impasse modernisatrice. *Études Caribéennes*, 39(39–40).
<https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.12483>
- OCHA. (2022). Haiti: Humanitarian snapshot. 29 August 2022.
<https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-snapshot-29-august-2022>
- PAM. (2024). La faim en Haïti atteint un niveau historique : un Haïtien sur deux souffre désormais de faim aiguë. 30 septembre 2024. <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/la-faim-en-haiti-atteint-un-niveau-historique-un-haitien-sur-deux-souffre>
- Paravisini-Gebert, L. (2021). Caribbean Archipelagos and Mainlands: Building Resistance against Climate Change. *The Black Scholar*, 51(2), 51–62.
<https://doi.org/10.1080/00064246.2021.1889887>
- Petter, A.-M., Labbé, D., Lizarralde, G., & Goulet, J. (2020). City profile: Canaan, Haiti - A new post disaster city. *Cities*, 104, 102805: 1-11.
<https://doi.org/10.1016/j.cities.2020.102805>
- Pierre, A. V. D., & Prince, N. (2023). Ressources naturelles et stratégie de positionnement des « gangs » dans la Région Métropolitaine de Port-au-Prince (Haïti). *Études caribéennes*, 56, 43-58.
<https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29649>
- Pierre, J. (2024). Haiti and the Crisis of Imperialism in the Caribbean. *Caribbean Quarterly*, 70(2), 159–178. <https://doi.org/10.1080/00086495.2024.2378658>
- Prince, N. (2023). L'insécurité dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et la déterritorialisation du quartier de Martissant (Haïti). *Études caribéennes*, 55.
<https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.27386>
- Roché, S. (2004). *Sociologie politique de l'insécurité : Violences urbaines, inégalités et globalisation*. P.U.F.
- Rousseau, J.-J. (1986). *Du contrat social*. Magnard.
- Saint-Louis, R. N. (2010). *Le vertige haïtien : réflexions sur un pays en crise permanente*. Éditions L'Harmattan.
- Schuller, M., & Maldonado, J. K. (2016). Disaster capitalism. *Annals of Anthropological Practice*, 40(1), 61–72. <https://doi.org/10.1111/napa.12088>

- Sherwood, A., Smits, L., & Konotchick, A. (2019). Port-au-Prince: Haiti's Disaster Urbanism – The Emerging City of Canaan. Dans R. Rocco & J. van Ballegooijen (dirs.). *The Routledge Handbook on Informal Urbanization* (pp. 226–237). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315645544-21>
- Shoaff, J. L. (2017). In the Face of a Haitian Child: Racial Intimacies, Paternalistic Interventions, and Discourses of “Deviant Black Motherhood” in Transnational Hispaniola. *Feminist Studies*, 43(2), 438–467. <https://doi.org/10.1353/fem.2017.0020>
- Slagle, T., & Rubenstein, M. (2012). *Climate change in Haiti*. Columbia Climate Center, Earth Institute, Columbia University, 1 February 2012. <https://news.climate.columbia.edu/2012/02/01/climate-change-in-haiti/>
- Suro, R. (2019). A Migration Becomes an Emergency: The Flight of Women and Children from the Northern Triangle and Its Antecedents. Dans M. Suarez-Orozco (dir.), *Humanitarianism and Mass Migration : Confronting the World Crisis* (pp. 60–80). University of California Press. <https://doi.org/10.1525/9780520969629-005>
- Tobin, K. A. (2013). Population Density and Housing in Port-au-Prince: Historical Construction of Vulnerability. *Journal of Urban History*, 39(6), 1045–1061. <https://doi.org/10.1177/0096144213491224>
- Trouillot, M.-R. (1990). *Haiti, state against nation : the origins and legacy of Duvalierism*. Monthly Review Press.
- Trouillot, M.-R. (2016). *Les racines historiques de L'État duvalérien*. C3 Éditions.
- ONU. (2024a). Haïti : Au moins 3.661 personnes tuées depuis janvier en raison de la violence des gangs. 27 septembre 2024 <https://news.un.org/fr/story/2024/09/1149251>
- ONU. (2024b). Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur Haïti, 15 janvier 2024. https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/rapport_du_secretaire_general_de_lonu_sur_haiti_binuh_-_15_janvier_2024.pdf
- ONU. (2023). Haïti : L'ONU rend hommage aux victimes du séisme de 2010 qui a fait plus de 280,000 de morts. 12 janvier 2023. <https://news.un.org/fr/story/2023/01/1131292#:~:text=Ce%20s%C3%A9isme%20en%20Ha%C3%A9ti%20d,3%20million%20de%20sans%20dabris.>
- ONU-Habitat. (2016a). Initiative de développement urbain pour la zone de Canaan, Port-au-Prince : Analyse et diagnostic urbains exhaustifs. https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/09/81.urdi_fr_analyse_diagnostic_urbaines_canaan_area_-_port-au-prince_2016.pdf

ONU-Habitat. (2016b). Initiative de développement urbain pour la zone de Canaan, Port-au-Prince : Plan de la structure urbaine.

https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/10/80.urdi_fr_plan_de_la_structure_urbaine_canaan_port-au-prince_2016.pdf